Association des Congolais en Pologne

GUIDE *PRATIQUE*

Łódź, 2026



Auteurs:
Roland Diassakoula
Aimel Bizenga
Teddy Ngakosso
Aboubakar Kanoute
Bruno Diassakoula

Résumé du livre

Ce guide pratique est un compagnon indispensable pour votre quotidien en Pologne. Il aborde des thématiques essentielles telles que la santé, la légalisation du séjour, les études, l'emploi, le logement, la reconnaissance des diplômes et permis de conduire congolais, les documents administratifs, le mariage et bien d'autres sujets.

Vous y trouverez également des liens directs vers les sites officiels des institutions et agences concernées afin de faciliter vos démarches.

Avant de vous laisser découvrir cet ouvrage, nous adressons nos sincères remerciements aux auteurs pour ce travail remarquable, inspirant et précieux pour la communauté congolaise en Pologne.

Auteurs:
Roland Diassakoula
Aimel Bizenga
Teddy Ngakosso
Aboubakar Kanoute
Bruno Diassakoula

Zameldowanie

enregistrement de l'adresse de résidence

C'est la déclaration officielle de votre adresse auprès de la commune (urząd gminy / urząd miasta).

Il existe deux catégories principales :

- **Pobyt czasowy** : résidence temporaire ;
- **Pobyt stały** : résidence permanente.

Pour une personne étrangère nouvellement arrivée en Pologne, le Zameldowanie na pobyt czasowy est généralement le plus courant.

Version Polonaise
Version Anglaise

À quoi ça sert, son importance

Le zameldowanie est la porte d'entrée de tout le reste : il déclenche l'attribution automatique du PESEL et fournit une preuve d'adresse pour les autres démarches, de recevoir des courriers officiels, de justifier son lieu de résidence auprès de certaines institutions etc..

Ouverture compte bancaire

Le compte bancaire est indispensable à la vie quotidienne en Pologne. Il permet notamment de recevoir un salaire ou une bourse, de payer son loyer, d'effectuer des virements et d'utiliser une carte bancaire ou le système de paiement mobile BLIK.

Il facilite certaines démarches administratives. Selon la banque, il est notamment possible de créer un Profil Zaufany directement depuis son application ou sa banque en ligne. Un compte bancaire peut aussi contribuer à justifier ses ressources dans le cadre d'une demande de titre de séjour, sans toutefois remplacer les autres justificatifs exigés.



PESEL

Le PESEL est un numéro individuel d'identification composé de 11 chiffres.
En polonais, PESEL signifie : Powszechny Elektroniczny System Ewidencji Ludności
Exemple fictif, pour voir à quoi ça ressemble : 90051512345

900515	1234	5
Date de naissance AAMMJJ - soit 15 mai 1990 (pour les naissances depuis 2000, on ajoute 20 au mois)	Numéro de série - (l'avant-dernier chiffre : impair = homme, pair = femme) Du coup, dans notre exemple l'avant-dernier chiffre est 4 : il s'agit donc d'une femme.	Chiffre de contrôle

À quoi ça sert, son importance

Le PESEL permet aux administrations et organismes polonais de distinguer précisément les personnes qui peuvent avoir les mêmes nom et prénom.

Il sert à vous identifier auprès des administrations : ZUS (sécurité sociale), fisc, signature électronique, dans le système de santé, auprès d'un employeur ; pour ouvrir ou utiliser certains services bancaires.

Sans PESEL, on ne peut ni déclarer ses impôts (PIT), ni créer un Profil Zaufany, ni signer beaucoup de contrats. À l'inverse, il ne remplace rien d'autre : le PESEL n'est ni un titre de séjour ni une autorisation de travailler, c'est seulement un identifiant.

Version Polonaise
Version Anglaise



Les pages ci-dessous expliquent :

- Qui peut obtenir un PESEL
- L'attribution automatique après un zameldowanie de plus de 30 jours
- La demande sans Zameldowanie
- Les documents nécessaires
- Le formulaire à télécharger
- Le lieu de dépôt ;
- Les délais et les frais.

Assurance maladie en Pologne

Assurance privée

Deux produits : l'abonnement médical (abonament medyczny : Medicover, Lux Med, Enel-Med), qui n'est pas une assurance maladie, et l'assurance santé privée (PZU, Allianz, Compensa, Warta…), qui rembourse les frais. Pour un titre de séjour, demandez au voïvodat si votre police est acceptée.

Comment : choisir l'assureur et le forfait, remplir le formulaire (en ligne, téléphone, agence), fournir passeport ou karta pobytu, PESEL si possible, adresse et moyen de paiement (parfois un questionnaire de santé), payer la mensualité. Certains soins ont un délai de carence (okres karencji).

Rendez-vous : application ou portail de l'opérateur (Medicover Online, application Lux Med), téléphone ou téléconsultation, puis spécialiste sans skierowanie.

Opérateur	Prix indicatif / mois	Points forts et limites
Medicover — medicover.pl	≈ 200 à 500 zł	Délais courts, très bon portail ; plus cher, surtout fort dans les grandes villes.
Lux Med — luxmed.pl	≈ 180 à 430 zł	Plus grand réseau (270+ cliniques), bon rapport qualité/prix.
Enel-Med — enel.pl	≈ 160 à 350 zł	Le moins cher, dense à Varsovie, qualité variable ailleurs.

Prix indicatifs début 2026

NFZ + POZ ou assurance privée

5 avantages et 5 inconvénients

NFZ + médecin POZ (public)	Assurance privée
Avantages 1. Coût faible ou nul au cabinet 2. Couverture large (hospitalisation, chirurgie, maladies graves, maternité) 3. Urgences et hôpitaux publics partout 4. Médicaments remboursés avec ordonnance 5. Suivi long terme par un médecin de famille	**Avantages** 1. Rendez-vous rapides (24–72 h) 2. Spécialistes en accès direct 3. Réservation simple par application 4. Personnel anglophone 5. Horaires étendus, téléconsultations
Inconvénients 1. Longues files d'attente pour les spécialistes 2. Skierowanie presque toujours nécessaire 3. Barrière de langue 4. POZ surchargés, téléphone saturé 5. L'assurance volontaire coûte cher et la couverture s'arrête si le contrat s'arrête	**Inconvénients** 1. Mensualité à votre charge 2. Couverture limitée (hospitalisation, maladies graves, accouchement) 3. Délai de carence 4. Maladies préexistantes exclues 5. Ne remplace pas toujours l'assurance obligatoire

Situation	Première démarche
Nouvel arrivant	Vérifier sa couverture maladie.
Nouvel emploi	Vérifier son affiliation au NFZ (déclaration ZUS par l'employeur).
Étudiant	Vérifier sa couverture liée aux études.
Déjà en Pologne	Vérifier que l'assurance est active (chez le médecin POZ, compte IKP).
Problème de santé	Contacter son médecin POZ.
Besoin d'un spécialiste	Vérifier si une skierowanie est nécessaire.
Urgence	Appeler le 112.

Profil Zaufany

« profil de confiance »

C'est un moyen gratuit d'identification électronique, qui permet de se connecter aux services de l'administration publique et de signer des documents destinés aux administrations. Il est toujours lié à un PESEL.

Le Profil Zaufany est une identité numérique : il ne s'agit pas d'une carte physique.



À quoi ça sert, son importance

Pour un étranger, c'est l'équivalent d'une signature et d'une identité en ligne : e-Urząd Skarbowy (impôts), PUE ZUS (sécurité sociale), ePUAP (portail des démarches administratives), etc.

Depuis la mise en place du portail MOS 2.0 en avril 2026, le Profil Zaufany est nécessaire pour effectuer en ligne les démarches de demande de titre de séjour concernées par cette procédure : pour en savoir plus, veuillez consulter le chapitre « Procédure de demande de titre de séjour »

Plus d'informations

- Ce qu'est le Profil Zaufany ;
- Les démarches réalisables ;
- Les services publics accessibles ;
- Les règles de sécurité ;
- Les méthodes de création et d'utilisation.

Créer Profil Zaufany

Faire reconnaître un diplôme congolais

Il n'existe aucun accord bilatéral de reconnaissance entre la Pologne et le Congo. Cependant, trois options s'offrent à vous, en fonction de l'objectif visé. L'autorité compétente est la NAWA (Agence nationale pour les échanges universitaires), l'adresse e-mail de contact est dyplom@nawa.gov.pl.

Diplôme de fin d'études secondaires

À compter du 1er juillet 2025, le directeur de la NAWA est chargé de délivrer les informations individuelles relatives aux diplômes d'études secondaires étrangers donnant accès à l'université. Les kuratoria oświaty (autorités régionales chargées de l'éducation) restent compétentes pour la reconnaissance des autres niveaux d'enseignement scolaire et professionnel. Cette procédure est gratuite. Dans la pratique, de nombreuses universités polonaises acceptent directement le diplôme dans le cadre de leur propre procédure d'admission, donc il faut se renseigner au préalable auprès du service des admissions.

Diplôme universitaire ; reconnaissance «informative »

Pour les employeurs, les étudiants qui poursuivent leurs études ou les candidats à un emploi, une évaluation personnalisée réalisée par le directeur de la NAWA indique à quel niveau d'enseignement polonais correspond le diplôme.

Nawa.gov.pl



Ce service est gratuit et est fourni sous forme de fichier PDF signé électroniquement en polonais, une fois la demande complète soumise via le système SYRENA. L'outil KWALIFIKATOR, accessible gratuitement, permet d'obtenir une première évaluation en quelques minutes seulement.

Nostrification, équivalence formelle

Lorsqu'une équivalence réelle est requise (pour une profession réglementée, un concours ou un doctorat), la procédure de nostryfikacja doit être suivie :

- Elle est menée par une université polonaise classée dans la catégorie scientifique A+, A ou B+ dans la discipline concernée ;
- Une décision est prise dans un délai de 90 jours à compter de la réception d'un dossier formellement complet, à l'exclusion du temps nécessaire aux traductions, aux examens supplémentaires ou aux stages que l'université pourrait exiger ;
- Les frais sont plafonnés à 50 % du salaire d'un professeur ; dans la pratique, ils varient entre 4 000 et 4 700 zł selon l'établissement, avec possibilité d'exonération ;
- Aucun frais n'est dû si l'université déclare ne pas être compétente.

Faire reconnaître un diplôme congolais

Pièces et légalisation

- Diplôme original et relevés de notes détaillés ;
- Document ayant ouvert l'accès aux études (diplôme du secondaire) ;
- Traduction assermentée en polonais de l'ensemble ;
- Légalisation du diplôme, apostille si le pays émetteur fait partie de la Convention de La Haye, sinon légalisation par voie consulaire. Cette formalité s'obtient dans le pays d'origine, en l'organisant avant le départ, ou par l'intermédiaire de l'ambassade, et évite des mois de blocage.

Professions réglementées

Médecine, soins infirmiers, pharmacie, enseignement, droit, architecture, la reconnaissance de votre diplôme ne suffit pas. Vous devez obtenir une autorisation d'exercer auprès du ministère compétent ou de l'ordre professionnel concerné, ce qui nécessite généralement de réussir un examen de polonais et un examen professionnel.

Renseignez-vous auprès de l'ordre professionnel concerné avant d'entamer la procédure de reconnaissance de vos diplômes, car il ne s'agit là que d'une étape du processus.



GuidePratique

Titres de séjour :

NOUVELLES PROCÉDURES POUR LES TITRES DE SÉJOUR ET LES PERMIS DE TRAVAIL

Depuis le 27 avril 2026, les demandes de séjour temporaire, de séjour permanent et de résident de longue durée de l'Union européenne doivent être déposées en ligne via le nouveau portail MOS 2.0.
Il n'est donc plus nécessaire d'imprimer les formulaires papier ni de les déposer physiquement auprès du service de l'immigration de votre ville.

Points importants à retenir :

- L'accès au portail MOS 2.0 est entièrement gratuit.
- Le demandeur doit créer personnellement son compte à l'aide de son Profil Zaufany.
- Un intermédiaire ne peut pas créer le compte à la place du demandeur, mais peut l'accompagner dans ses démarches.
- Il faut donc créer son Profil Zaufany avant l'expiration de son titre de séjour actuel.

Permis de travail

Les employeurs doivent également effectuer leurs demandes d'autorisation de travail par voie électronique, conformément à la loi polonaise du 20 mars 2025 (Dz.U. 2025, poz. 621), entrée en vigueur le 1er juin 2025.
Cette loi renforce les obligations des employeurs, les contrôles administratifs et les sanctions en cas d'emploi illégal de ressortissants étrangers.

cudzoziemcy.gov.pl

praca.gov.pl



Titres de séjour :

Les titres de séjour et ce qu'ils permettent

Voici un panorama des principaux titres et de leurs effets

Autorisation de séjour permanent (pobyt stały)	Séjour à durée indéterminée ; carte renouvelable. Accordé, notamment, après plusieurs années de résidence légale, sur la base de liens familiaux, ou aux personnes reconnues comme étant d'origine polonaise.
Résident de longue durée UE	Statut de résident de l'Union européenne accordé après 5 ans de résidence légale et ininterrompue, sous réserve de conditions de revenus, de logement et de maîtrise de la langue.
Statut de réfugié / protection subsidiaire	Protection accordée par le directeur de l'Office des étrangers (UdSC) à l'issue d'un examen au cas par cas.
Séjour toléré / séjour humanitaire	Accordée lorsque l'éloignement est juridiquement impossible (risque pour la vie, perturbation de la vie familiale).
Autorisation de séjour temporaire	Séjours de plus de 3 mois, jusqu'à 3 ans. Motifs : travail, études, recherche scientifique, conjoint d'un citoyen polonais, recherche d'emploi après l'obtention d'un diplôme, activité économique, autres.

Titres de séjour

Droits et obligations communs

Tout titre de séjour est soumis à trois conditions permanentes, à savoir : respecter l'objet pour lequel il a été délivré ; signaler au service de l'immigration tout changement concernant les données personnelles ou l'adresse ; et disposer d'une couverture d'assurance maladie. Le titre de séjour n'est pas un document autonome ; il sert de preuve de la décision, et si celle-ci est révoquée, le titre de séjour perd sa validité.

La procédure d'obtention, étape par étape

1. Vérifier le délai de dépôt
La demande doit être déposée au plus tard le dernier jour du séjour légal (dernier jour de validité du visa, du titre de séjour en cours de validité ou du régime d'exemption de visa). Tout dépôt tardif rend la demande irrecevable et le séjour illégal. Il n'existe aucun délai de grâce, même de quelques jours.

cudzoziemcy.gov.pl

2. Préparer l'identification électronique
Créez un profil de confiance, appelé « profil zaufany » (via les services bancaires en ligne, une vérification en personne ou une signature numérique qualifiée), puis ouvrez un compte personnel. La procédure peut prendre plusieurs jours si une vérification en personne est requise.

3. Réunir les pièces justificatives
Numérisez le passeport (toutes les pages utilisées), les documents justifiant l'objet du séjour (attestation d'inscription à l'université ou contrat de travail, etc.), ainsi que les justificatifs relatifs aux ressources financières, au logement et à l'assurance maladie, en couleur et en haute résolution. Les documents rédigés dans une langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction effectuée par un traducteur assermenté.

4**. Obtenir les pièces à la charge de l'employeur (si la demande est fondée sur le travail)**
Dans le cas d'une demande liée à un emploi, l'employeur doit remplir l'annexe précisant les conditions d'emploi (poste, rémunération, horaires de travail, type de contrat). Ces informations doivent correspondre exactement à celles figurant dans le contrat et sur l'autorisation de travail. La moindre divergence concernant le poste ou le salaire entraînera une demande d'informations complémentaires, voire un refus.

5. Compléter et déposer la demande en ligne
Saisissez les informations exactement telles qu'elles figurent sur le passeport (y compris la transcription), ainsi que l'historique des séjours et l'adresse en Pologne. Le dépôt de la demande en ligne lance officiellement la procédure et génère un accusé de réception.

7. Se présenter pour les empreintes digitales
La prise d'empreintes digitales doit toujours se faire en personne, sur convocation du service de l'immigration. Vous devez vous présenter au rendez-vous muni de votre passeport original. Le fait de ne pas vous présenter à ce rendez-vous entraînera l'interruption de la procédure, et une absence non justifiée pourra entraîner le retrait de votre demande.

Titres de séjour

8. Répondre aux demandes de complément
Le service de l'immigration fixe un délai pour remplir la demande. Ce délai est impératif et, une fois écoulé, la demande ne pourra plus être examinée. Cela dit, vous devez répondre par le biais du canal indiqué dans la notification officielle et conserver l'accusé de réception.

9. Recevoir la décision et retirer la carte
Si la décision est favorable, le titre de séjour est délivré et doit être retiré en personne au siège du service de l'immigration ; dans la pratique, cela intervient deux à trois semaines après la prise de décision. Pour retirer le titre de séjour, vous devez présenter le ticket délivré par la borne libre-service.

Pendant l'instruction

Pendant l'instruction
Si la demande a été déposée dans les délais et sans ambiguïté, le sursis reste valable jusqu'à ce que la décision devienne définitive, y compris pendant le délai de recours. Toutefois, ce sursis légal ne confère pas, en soi, le droit de circuler librement au sein de l'espace Schengen. Tout déplacement pendant la procédure ou dans l'attente d'une décision est strictement interdit



Titres de séjour

Le dossier selon le motif de séjour

Les conditions de base à remplir comprennent le formulaire en ligne dûment rempli, un passeport, une photo en couleur format 35x45mm, un justificatif de paiement du droit de timbre, ainsi que d'une assurance maladie, d'un justificatif d'hébergement et de revenus stables et réguliers (bulletin de salaire ou prise en charge faite par un notaire).

Séjour temporaire et travail

Contrat de travail ou contrat civil, annexe de l'employeur relative aux conditions d'emploi, permis de travail ou justificatif d'exemption, justificatif de rémunération et bulletins de paie, justificatif d'affiliation à la Sécurité sociale (ZUS).
La rémunération mensuelle ne peut être inférieure au salaire minimum légal, quels que soient les horaires de travail ou le type de contrat.

Études et recherche

Attestation d'inscription délivrée par l'établissement, justificatif de paiement des frais de scolarité, justificatif des ressources financières pour la durée de l'année universitaire, assurance maladie. Pour les étudiants en recherche, une convention d'accueil signée avec l'unité de recherche.

Diplômé à la recherche d'un emploi

Diplôme délivré par un établissement polonais, justificatifs de ressources et de logement pour la période de recherche d'emploi.

Regroupement familial

Les actes d'état civil traduits par un traducteur assermenté (acte de mariage, acte de naissance), le titre de séjour du membre de la famille faisant l'objet du regroupement familial, la preuve d'un logement adapté et de ressources suffisantes pour subvenir aux besoins de l'ensemble du foyer, ainsi qu'une assurance maladie pour chaque membre.

Conjoint de ressortissant polonais

Acte de mariage, copie de la pièce d'identité du conjoint et justificatifs attestant que le couple vit sous le même toit (bail commun, photos, certificats, relevés). Les autorités vérifient que le mariage n'est pas un mariage de complaisance et peuvent convoquer les deux conjoints à un entretien.

Activité économique

Extrait du registre du commerce (CEIDG ou KRS), états financiers de l'entreprise, justificatif du chiffre d'affaires ou des emplois créés. L'exercice d'une activité commerciale inclut également l'exercice d'une fonction au sein d'une société ; la participation au conseil d'administration d'une société que l'on a fondée ou dont on détient des actions ; la gestion des affaires d'une société en commandite en tant qu'associé commandité ; ou l'exercice de la fonction de mandataire (prokurent).

Titres de séjour

Frais et paiements

Montants usuels. Le droit de timbre s'acquitte auprès de la commune du lieu de dépôt ; la carte s'acquitte séparément.
Le paiement doit être effectué sur le compte de la commune concernée. Pour une demande traitée à Łódź, il s'agit du compte de l'Urząd Miasta Łodzi. Indiquez votre nom, votre prénom et l'objet du paiement dans le champ « Référence », et conservez le justificatif bancaire ; celui-ci fait partie du dossier de demande.

Remboursement

En cas de rejet ou de refus de la demande, le droit de timbre est généralement remboursable sur simple demande adressée à la commune. Les frais de carte ne sont dus que si celle-ci est délivrée.

Demande	Droit de timbre	Délivrance de la carte
Séjour temporaire et travail	440 zł	100 zł
Séjour temporaire : études, regroupement familial	340 zł	100 zł adulte ; 50 zł enfant ou étudiant
Résident de longue durée UE	640 zł	100 zł
Séjour permanent	640 zł	100 zł
Procuration donnée à un mandataire	17 zł par mandataire	

Titres de séjour

Obligations pendant la validité du titre

Informer l'administration des changements
Tout changement d'adresse, de situation familiale ou d'état civil doit être signalé au service d'immigration. Les titulaires d'un permis de séjour et de travail unique doivent également en informer le service d'immigration par écrit dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la cessation du motif pour lequel le permis a été délivré, y compris en cas de cessation d'emploi.

Erreur fréquente

Changer d'employeur sans avoir déposé de demande de changement place le salarié en situation irrégulière, même si son titre de séjour reste valide. Ces deux situations font l'objet d'un examen distinct, y compris lors d'un contrôle du travail.

Modifier une autorisation de séjour temporaire et de travail
Une demande de modification est requise lorsque le titulaire du permis a l'intention de travailler :

- Pour un nouvel employeur ;
- Dans des conditions donnant droit à une dérogation à l'obligation de permis de travail

Pour un nouvel employeur, tout en continuant à travailler pour la même agence d'intérim ;
À un poste différent, avec un salaire inférieur, des horaires de travail différents ou dans le cadre d'un autre type de contrat.

Cette modification ne prolonge pas la durée de validité du permis ; celle-ci reste inchangée. Pour la prolonger au-delà, une nouvelle demande doit être déposée.



Titres de séjour

Le volet travail

Qui peut travailler

- Les titulaires d'un titre de séjour qui confère en soi le droit de travailler : titre de séjour permanent, résident de longue durée de l'UE, statut de réfugié ou de protection subsidiaire.
- Les titulaires d'un titre de séjour et de travail temporaire unique, dans les conditions prévues par la décision.
- Les titulaires d'un permis de travail ou d'une déclaration d'emploi enregistrée (oświadczenie), associés à un séjour légal.

Obligations de l'employeur

Vérifiez et conservez une copie du document autorisant le séjour et l'emploi, déposez la demande par voie électronique, remettez à l'employé une copie du contrat dans une langue qu'il comprend, inscrivez l'employé auprès de la sécurité sociale et des autorités fiscales, et veillez à ce que ses conditions d'emploi soient identiques à celles des employés polonais.

Le recours illégal à la main-d'œuvre est passible d'une amende et peut entraîner pour l'employeur la perte du droit d'embaucher des ressortissants étrangers à l'avenir.

Les instruments côté employeur

- Déclaration de confier un travail : Réservée aux ressortissants de certains pays désignés par arrêté, pour une durée limitée, et inscrits par voie électronique auprès de l'agence pour l'emploi.

- Autorisation de travail de type A : Le cas de figure le plus courant concerne le travail effectué dans le cadre d'un contrat avec un employeur. Ce permis est délivré par le voïvode (wojewodztwo) pour la durée indiquée dans la décision, généralement jusqu'à trois ans, et est renouvelable.

- Types B, C, D, E : mandat social, détachement par une entité étrangère, cas particuliers.



Titres de séjour

Décision défavorable : les recours

Un rejet, un retrait ou une décision ordonnant le retour n'est pas définitif. Chaque décision doit comporter, à la fin, une mention obligatoire (pouczenie) indiquant l'instance d'appel et le délai. Cette mention a force obligatoire.

Premier degré : l'appel administratif (odwołanie)

Délai	14 jours à compter de la date de notification de la décision, sauf indication contraire.
Destinataire	L'autorité supérieure compétente pour une décision rendue par le voïvode est le directeur de l'Office des étrangers (UdSC) ; toutefois, le recours doit être introduit par l'intermédiaire de l'autorité qui a rendu la décision.
Forme	Par écrit. Il suffit d'exprimer votre désaccord, en apportant des documents ou éléments qui contredisent les arguments évoqués dans la décision mais un recours motivé est bien plus efficace.

NB : L'autorité compétente peut confirmer la décision, la réformer ou l'annuler et renvoyer l'affaire pour un nouvel examen.



Délai dépassé

Une demande de rétablissement du délai (wniosek o przywrócenie terminu) peut être déposée dans les 7 jours suivant la levée de l'obstacle, à condition que l'acte omis soit accompli simultanément.

Il faut pour cela démontrer que le retard était indépendant de la volonté du demandeur ; par exemple, en cas d'hospitalisation ou de non-réception d'une notification. Une simple omission ne suffit pas.

Titres de séjour

Décision défavorable : les recours

Contenu utile	Identifiez les points contestés, répondez aux motifs de rejet, joignez les documents manquants ou nouveaux, et signalez les erreurs de procédure ou les éléments du dossier qui n'ont pas été pris en compte.
Coût	Gratuit.
Effets	Un recours introduit dans le délai imparti suspend l'exécution de la décision ; ce sursis reste en vigueur jusqu'à ce qu'une décision en deuxième instance soit rendue.

Second degré : le juge administratif

À la suite d'une décision défavorable rendue en deuxième instance, un recours administratif (skarga) peut être formé devant le tribunal administratif régional (WSA) dans un délai de 30 jours à compter de la notification, par l'intermédiaire de l'autorité qui a rendu la décision.

Le tribunal examine la légalité de la décision ; il ne rend pas lui-même la décision. Des frais de dépôt sont exigibles, et il est possible de demander l'aide juridictionnelle (prawo pomocy) ainsi que la désignation d'un avocat commis d'office.

La décision du WSA peut ensuite faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour administrative suprême (NSA), ce qui nécessite d'être représenté par un avocat ou un conseil juridique.

Conseil pratique

Avant de déposer un recours, lisez ligne par ligne les motifs du refus. Une grande partie des refus résulte de problèmes pouvant être corrigés : documents manquants, ressources jugées insuffisantes, divergences entre le contrat et l'avenant de l'employeur, ou absence de prise d'empreintes digitales lors du rendez-vous.

Dans ces cas-là, déposer un recours accompagné des documents corrigés a plus de chances d'aboutir que de soumettre une nouvelle demande — et cela préserve la légalité de votre séjour, ce qui n'est pas toujours le cas avec une nouvelle demande.

GuidePratique

Titres de séjour

Protection internationale



La protection internationale s'adresse aux personnes qui ne peuvent regagner leur pays en raison d'une menace pour leur vie, leur liberté ou de persécutions. Elle prend deux formes en Pologne.

Statut de réfugié

Accordé à la personne qui craint avec raison d'être persécutée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un groupe social déterminé, et qui, se trouvant hors de son pays d'origine, ne peut ou ne veut y retourner du fait de cette crainte.

Il ouvre le séjour légal, le travail sans autorisation, l'accès à l'éducation, aux soins et aux prestations sociales, et la possibilité de demander la nationalité polonaise après cinq ans de séjour légal.

Protection subsidiaire

Accordée lorsque les conditions du statut de réfugié ne sont pas réunies mais que le retour exposerait la personne à un risque réel d'atteintes graves, à savoir peine de mort, torture, menace sur la vie du fait d'un conflit armé.

Elle ouvre les mêmes droits fondamentaux de séjour, de travail, d'éducation, de santé et d'aide sociale.

Procédure et recours

- La demande se dépose auprès des gardes-frontières (Straż Graniczna).
- La décision est prise par le chef de l'Office des étrangers (UdSC), après examen individuel.
- Le recours contre une décision négative se porte devant le Conseil des réfugiés (Rada do Spraw Uchodźców), puis, le cas échéant, devant le juge administratif. Les délais sont courts et parfois réduits dans les procédures accélérées : se référer à la mention portée sur la décision.

Principe directeur

Le non-refoulement : la Pologne ne peut renvoyer une personne vers un pays où elle risque d'être persécutée.

Les bénéficiaires d'une protection peuvent accéder aux programmes d'intégration : apprentissage de la langue, aide à la recherche d'un emploi et d'un logement.

GuidePratique

Titres de séjour

Séjour irrégulier : conséquences et régularisation

Conséquences administratives

- Décision d'obligation de retour, imposant de quitter la Pologne dans un délai fixé.
- Interdiction d'entrée dans l'espace Schengen, généralement de six mois à cinq ans selon la gravité.
- Éloignement forcé dans les cas les plus graves.
- Amende administrative pour infraction aux règles de séjour.



Conséquences pénales et pratiques

Selon la durée et les circonstances, le séjour irrégulier peut être qualifié de contravention ou d'infraction pénale. Dans les faits, il prive du droit de travailler légalement, de l'accès à l'assurance maladie publique et aux prestations sociales, complique durablement toute demande ultérieure de visa, de titre de séjour ou de naturalisation, et expose au contrôle et à la rétention.

Voies de régularisation

Une régularisation reste possible dans certaines situations, comme les motifs humanitaires, la vie familiale, les circonstances de vie exceptionnelles. Elle suppose une décision favorable de l'administration et n'a rien d'automatique. Lorsque l'irrégularité est constatée, une coopération rapide avec les autorités et un départ volontaire réduisent les conséquences, notamment la durée de l'interdiction d'entrée.

Orientation

Dans ces situations, orienter systématiquement la personne vers un conseil juridique spécialisé avant tout contact avec l'administration ; les déclarations faites lors d'un premier entretien conditionnent souvent la suite de la procédure.

GuidePratique

Titres de séjour

Aide-mémoire et contacts



Avant de déposer

- Le séjour actuel est-il encore valable ? La demande doit être déposée avant son dernier jour.
- Le profil zaufany et le compte MOS sont-ils créés et actifs ?
- Les données saisies correspondent-elles exactement au passeport ?
- Les documents étrangers sont-ils traduits par un traducteur assermenté ?
- L'annexe employeur reprend-elle les mêmes postes, salaire et durée de travail que le contrat ?
- Le droit de timbre est-il payé et la confirmation jointe ?
- Le rendez-vous d'empreintes est-il noté, avec le passeport original ?

En cas de refus

- Noter la date de notification ; elle fait courir le délai de 14 jours.
- Lire la mention finale de la décision pour identifier l'autorité et le délai exacts.
- Rassembler les pièces répondant précisément à chaque motif de refus.
- Déposer l'appel auprès de l'autorité qui a rendu la décision et conserver l'accusé.

GuidePratique

Aide juridique gratuite

À quoi ça sert

Dans chaque powiat (district), un avocat (adwokat) ou conseiller juridique (radca prawny) reçoit gratuitement toute personne qui déclare ne pas pouvoir payer un avocat. On y va pour comprendre ses droits, savoir quoi faire et dans quel délai, faire rédiger un courrier, une plainte ou un recours, et contester une décision administrative (par exemple un refus de titre de séjour).

Qui y a droit et ce qui est couvert

- **Tout étranger présent en Pologne,** sans condition de statut. Il suffit d'une déclaration écrite (oświadczenie) de ne pas pouvoir payer un avocat ; aucune preuve de revenus. Seule une pièce d'identité est nécessaire.

- **Couvert** : conseil juridique, rédaction de documents si l'affaire n'est pas devant un tribunal, aide pour demander l'exonération des frais ou un avocat commis d'office (adwokat z urzędu), conseil citoyen (poradnictwo obywatelskie), médiation gratuite (mediacja).

- **Limite** : l'avocat de la permanence ne vous représente en général pas au tribunal.

Problème	Exemples et aide possible
Titre de séjour (karta pobytu)	Refus ou retard de prolongation, dossier «incomplet», changement d'employeur ou d'université, refus de regroupement familial. L'aide explique la décision et rédige le recours.
Droit du travail (prawo pracy)	Salaire impayé, contrat non respecté (umowa zlecenie / umowa o pracę), travail non déclaré, licenciement abusif. Courrier de mise en demeure, orientation vers l'inspection du travail (PIP).
Discrimination (dyskryminacja)	Refus de logement ou d'emploi à cause de l'origine, propos ou agressions racistes. Qualification juridique, plainte, orientation vers le Médiateur (RPO) ou une ONG.
Logement, famille, santé, dettes	Bail oral, caution non rendue, état civil, garde d'enfants, absence d'assurance, contrats signés sans comprendre.

GuidePratique

Aide juridique gratuite

Comment prendre rendez-vous

En ligne sur zapisy-np.ms.gov.pl (sur place ou à distance, depuis 2026).
Par téléphone ou e-mail auprès du powiat (starostwo) : chaque powiat a son propre numéro.
Par recherche Internet : « Nieodpłatna pomoc prawna + [votre ville] ».

L'aide juridique peut : expliquer la décision en termes simples, vérifier le délai, rédiger ou relire le recours, demander l'accès au dossier (wgląd w akta), lister les pièces à ajouter et orienter vers une ONG. Les délais varient selon le type de décision : faites-les confirmer.

Contester une décision de l'administration de l'immigration
Une décision négative n'est pas forcément définitive. Le wojewoda (préfet de voïvodie) décide en première instance ; le Szef UdSC (chef de l'Office des étrangers) examine le recours.

Exemple de recherche

Vous habitez à Wrocław et vous avez reçu un refus de titre de séjour. Tapez `Nieodpłatna pomoc prawna Wrocław`. Choisissez un résultat en .gov.pl ou bip...., notez l'adresse et les horaires du point, puis réservez sur zapisy-np.ms.gov.pl (ou par téléphone).

Apportez : pièce d'identité, la décision reçue avec la preuve de la date de réception, contrat de travail ou attestation d'études, preuve d'assurance. Venez avec une personne qui parle polonais ou anglais.

Étape	À savoir
1. Lire la décision	Notez la date de réception (doręczenie). Cherchez la rubrique « pouczenie » (voies de recours et délai).
2. Recours (odwołanie)	En général 14 jours après réception, déposé via le wojewoda et adressé au Szef UdSC. Déposé à temps, il suspend en principe l'obligation de quitter le pays.
3. Plainte au tribunal (skarga do WSA)	En général 30 jours après la décision définitive. Elle ne suspend pas toujours la décision : demander séparément la suspension. Sans moyens : demander un avocat commis d'office (prawo pomocy).

Emploi en Pologne

Contrat B2B (Business to Business)

Différemment du salariat, être en contrat B2B signifie travailler en tant qu'entreprise indépendante pour une autre entreprise.
Il compte des innombrables avantages comme la Rémunération souvent plus élevés, la flexibilité, et bien d'autres.
En contrepartie, il demande plus de responsabilités administratives comme la facturation, les cotisations, déclarations, l'absence de conges payes, etc.

Umowa zlecenia (le contrat de mandat)

Dans ce contrat, le salarié est payé selon ses heures travaillées, choisit ses horaires de travail, mais ne bénéficie d'Aucun congé payé.
C'est un contrat très flexible mais moins protecteur.

Jours de congés

- **20 jours par an si tu as moins de 10 ans d'ancienneté.**
- **26 jours par an à partir de 10 ans d'ancienneté.**
- **Un diplôme universitaire (8 ans) + 2 ans d'expérience professionnelle donnent aussi accès à 26 jours**



Umowa o prace

Dans ce contrat, les horaires de travail sont déterminés par l'entreprise.
Le salarié a droit à des congés payés (20 ou 26 jours/an), protection en cas de maladie, droits liés à la maternité/paternité et congés parentaux, protection contre certains licenciements, retraite et assurance sociale via les cotisations.

Agences de travail les plus populaires:

- Hays
- Adecco
- Manpower
- Michael Page
- Randstad

- pracuj.pl
- linkedin.com
- olx.pl
- nofluffjobs.com
- justjoin.it
- www.praca.pl

GuidePratique

Procédure de chômage

Pour être éligible aux allocations chômages, il faut avoir cotisé durant 12 des 18 derniers mois.



Documents

- pièces d'identité (titre de séjour + passeport valides)
- information sur son adresse
- certificat de fin de formations
- diplômes
- certificats de travail
- certificat de cessation du dernier travail

Veuillez noter qu'ayant un statut d'étudiant (bien que travailleur), il n'est pas possible de bénéficier des allocations chômages.



LOUER UN LOGEMENT EN POLOGNE

INFORMATIONS UTILES







TYPES DE CONTRATS DE LOCATION

Najem zwykły (bail classique)
Durée déterminée ou indéterminée. Écrit fortement recommandé.

Najem okazjonalny (bail occasionnel)
Durée maximale de 10 ans. Le locataire fournit une déclaration notariée de soumission à l'expulsion et une adresse de relogement. Le bail doit être déclaré au fisc dans les 14 jours.

Najem instytucjonalny (bail institutionnel)
Le bailleur est une entreprise. Il exige aussi une déclaration notariée du locataire.

Najem krótkoterminowy (courte durée, type Airbnb)
Régi par des règles plus souples.

Podnajem (sous-location)
Autorisation écrite du propriétaire nécessaire.

Umowa użyczenia (prêt à usage)
Utilisation gratuite du bien.

POINTS DE VIGILANCE

POUR LOUER EN TOUTE SÉCURITÉ

Kaucja (caution)
Au maximum 12 mois de loyer pour un logement.

Clarifiez le czynsz (loyer) et les opłaty (charges)
Ce qui est inclus ou non (eau, chauffage, électricité, internet, etc.).

Faites un protokół zdawczo-odbiorczy (état des lieux)
Avec photos, à l'entrée et à la sortie, pour éviter les litiges.

Ne versez jamais d'argent
avant d'avoir visité le logement et signé le contrat.



TROUVEZ VOTRE LOGEMENT EN POLOGNE

OTODOM.PL
Le plus complet, avec des filtres précis

OLX.PL
beaucoup d'annonces directes de propriétaires

NIERUCHOMOSCI-ONLINE.PL
spécialisé location, souvent moins de doublons

GRATKA.PL
agences et particuliers

MORIZON.PL
annonces agrégées, alertes email



Trouvez votre logement en Pologne
Comparez ces sites, scannez les QR codes et activez les alertes pour ne rien manquer. Visitez toujours **avant de payer**, exigez un **contrat écrit** et faites un **état des lieux avec photos**.



GuidePratique

Procedure de mariage

- Documents d'identité avec photo
- Copie d’acte de naissance (traduit en polonais)
- Certificat de célibat et de capacite à se marier (délivré par le Congo et traduit en polonais)
- Certificat de divorce en cas de précédent mariage
- Preuve de paiement du droit de timbre, effectué à la caisse ou sur le compte du bureau qui établira l'acte de mariage



Get married
Mariage avec un citoyen polonais



Permis de conduire

Le profil de candidat conducteur (PKK)

Le PKK (Profil Kandydata na Kierowcę) est un fichier électronique doté d'un numéro unique. Il est obligatoire pour s'inscrire dans une auto-école ou passer l'examen, et il est également généré lorsqu'un permis de conduire étranger doit être échangé à l'issue d'un examen écrit. Sa création est gratuite.

Un permis de conduire polonais n'est délivré qu'aux personnes résidant en Pologne pendant au moins 6 mois pour des raisons personnelles ou professionnelles, ou qui peuvent prouver qu'elles étudient en Pologne depuis au moins six mois.

PKK

1. **Passer la visite médicale**

Chez un médecin habilité à effectuer des examens médicaux pour les conducteurs. Coût : jusqu'à 200 zł. Le certificat médical (orzeczenie lekarskie) est délivré le jour même. Pour les catégories C et D, une évaluation psychologique est également requise.

2. **Réunir les pièces**

Formulaire de demande de permis de conduire, certificat médical, une photo d'identité en couleur de 35 × 45 mm prise au cours des six derniers mois, passeport, titre de séjour ou visa, et justificatif de domicile en Pologne.

Pour une catégorie supplémentaire : une copie de votre permis de conduire actuel.

3. **Déposer la demande**

Auprès du service des transports de votre ville, ou en ligne à l'aide d'un profil certifié. Il est recommandé de faire votre demande en personne, et le numéro est souvent délivré immédiatement.

4. **Recevoir le numéro PKK**

Immédiatement si la demande est complète ; sous deux jours si l'administration doit vérifier certaines informations ; plus longtemps s'il y a des points à clarifier. Conservez ce numéro car vous en aurez besoin pour vous inscrire à une auto-école et pour vous présenter à l'examen.

5. **Formation, examen, délivrance**

La formation dans une auto-école (ośrodek szkolenia kierowców), suivie d'examens théoriques et pratiques au WORD (centre régional d'examen). Le permis coûte 100 zł. Vous pouvez suivre l'avancement de votre dossier sur www.info-car.pl .

Les examens théoriques du WORD peuvent être passés en polonais, en anglais ou en ukrainien ; il n'existe pas de version en français. Vous pourriez vous renseigner auprès du WORD de votre département pour connaître les langues proposées.

Déposer la demande

Permis de conduire

Faire reconnaître un permis congolais

Un ressortissant d'un pays hors UE/EEE qui réside en Pologne depuis plus de 185 jours doit échanger son permis étranger contre un permis polonais. Passé ce délai, le permis étranger n'est plus valable pour conduire en Pologne.

Démarche

1. **Faire traduire le permis**

Traduction effectuée par un traducteur assermenté (tłumacz przysięgły) inscrit auprès du ministère de la Justice. Comptez entre 60 et 150 zł. Une traduction non officielle ne sera pas acceptée.

2. D**époser la demande**

Auprès du service des transports de votre lieu de résidence, en présentant les documents suivants : le formulaire de demande de permis de conduire, une copie de votre permis de conduire congolais et sa traduction certifiée conforme, une photo de 35 × 45 mm, votre passeport, votre titre de séjour ou votre visa, ainsi qu'un justificatif de domicile attestant d'une résidence de 185 jours (ou une attestation d'inscription scolaire pour une durée de six mois).

3. A**ttendre la vérification auprès de l'autorité congolaise**

Il s'agit de l'étape la plus longue et la moins prévisible. Le service polonais doit faire confirmer l'authenticité du permis par l'autorité émettrice par la voie consulaire. Le délai légal de 30 jours ne commence à courir qu'à compter de la réception de cette confirmation ; dans la pratique, l'attente dure souvent plusieurs mois.

Congo: situation favorable

La République du Congo fait partie de la Convention de Genève de 1949 sur la circulation routière. Un permis congolais conforme au modèle prévu par la convention peut donc en principe être échangé sans examen théorique. Si le document ne correspond pas au modèle conventionnel, le bureau exige la réussite de l'épreuve théorique de l'examen d'État ; il génère alors un PKK.

4. **Payer et retirer**

100 zł pour la délivrance du permis (plus 17 zł si vous faites appel à un mandataire qui n'est pas un membre de votre famille). L'original du permis congolais est conservé et renvoyé à l'autorité émettrice ; vous ne le récupérerez pas. Anticiper

Entamez les démarches bien avant l'échéance de 185 jours, compte tenu du temps nécessaire à la vérification. Si possible, procurez-vous un certificat d'authenticité délivré par les autorités congolaises ou l'ambassade avant votre départ ; certains services l'acceptent, ce qui accélère considérablement la procédure. Conduire avec un permis étranger au-delà de cette échéance peut entraîner une amende et la mise en fourrière du véhicule.

Page officielle

Voiture

Acheter une voiture

Les principales plateformes sont:

Otomoto.pl
olx.pl

Les concessionnaires et les parcs de véhicules d'occasion (komis) vendent des véhicules à des prix plus élevés, mais offrent une garantie. Il s'agit de sites commerciaux ; ils ne procèdent pas à l'inspection des véhicules.

Vérifier avant de payer

Trois vérifications indispensables

1. Le VIN gravé sur le véhicule doit correspondre à celui figurant sur la carte grise (dowód rejestracyjny) et dans le rapport CEPiK.
2. L'identité du vendeur doit correspondre à celle du propriétaire mentionné sur le certificat d'immatriculation. Si le vendeur agit pour le compte d'un tiers, demandez lui une procuration écrite.

3. Une inspection préalable à l'achat effectuée dans un centre de contrôle agréé (stacja kontroli pojazdów) ou dans un garage indépendant coûte entre 150 et 400 zł et peut vous éviter des milliers de zł en réparations.

historiapojazdu.gov.pl	Historique complet issu du registre national CEPiK : nombre de propriétaires, kilométrage enregistré lors des contrôles techniques, validité de l'assurance et du contrôle technique, vol, perte totale et utilisation comme taxi. Vous aurez besoin du numéro d'immatriculation, du numéro d'identification du véhicule (VIN) et de la date de première immatriculation.
ufg.pl	La base de données du Fonds de garantie permet de vérifier si le véhicule était assuré à une date donnée et de fournir le numéro de police.
Mój Pojazd	Une fois que vous êtes propriétaire d'un véhicule, consultez vos véhicules après vous être connecté via votre profil « zaufany ».

Voiture

Acheter une voiture

Le contrat de vente

Le contrat (umowa kupna-sprzedaży) est obligatoire pour l'immatriculation.

Il doit comporter :

- les noms et prénoms complets ainsi que les numéros de pièce d'identité des deux parties
- la marque, le modèle, l'année, le numéro d'identification du véhicule (VIN) et le numéro d'immatriculation le prix en chiffres et en lettres
- la date et le lieu
- les signatures.

Préparez deux exemplaires originaux.

Le vendeur doit fournir le certificat d'immatriculation du véhicule et, le cas échéant, la fiche du véhicule (karta pojazdu), ainsi que la police d'assurance en cours de validité.

Ne jamais accepter un prix sous-évalué dans le contrat : les autorités fiscales pourraient réévaluer la valeur du véhicule et, en cas de litige, vous ne pourrez faire valoir que le montant indiqué par écrit.

La taxe sur l'achat (PCC)

En cas de vente entre particuliers d'un véhicule d'une valeur supérieure à 1 000 zł, l'acheteur doit s'acquitter du droit de mutation : **2 % de la valeur marchande,** qui doit être déclaré au moyen du formulaire PCC-3 auprès de l'administration fiscale dans **un délai de 14 jours** à compter de la signature du contrat.

Achat auprès d'une entreprise avec facture ; aucun droit de mutation n'est requis.
La déclaration peut être effectuée en ligne.

e-Urząd Skarbowy



GuidePratique

Voiture

Immatriculer le véhicule

Délai impératif

À compter de 2024, il ne suffit plus de simplement déclarer l'achat ; l'immatriculation au nom du nouveau propriétaire est obligatoire dans les 30 jours suivant la date du contrat (90 jours pour les vendeurs professionnels).

La sanction est automatique, que le véhicule soit ou non contrôlé lors d'un contrôle routier : 500 zł en cas de retard d'immatriculation, 1 000 zł si plus de 180 jours se sont écoulés. Un vendeur qui omet de déclarer la vente s'expose à une amende de 250 zł.

La demande doit être déposée auprès du service des transports (wydział komunikacji) de votre lieu de résidence, mairie, sous-préfecture ou administration de district, quel que soit le lieu d'achat du véhicule

un dépôt en ligne gov.pl

Documents à réunir

- Formulaire de demande d'immatriculation ;
- Contrat de vente ou facture (justificatif de propriété) ;
- Certificat d'immatriculation polonais du véhicule et, le cas échéant, carte d'identification du véhicule ;
- Plaques d'immatriculation actuelles, si vous demandez un changement ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Pièce d'identité et justificatif de résidence légale (titre de séjour, visa) pour les ressortissants étrangers ;
- Justificatif de paiement des frais.

Véhicule importé

Par ailleurs, il est nécessaire de fournir une preuve du paiement de la taxe d'accise (akcyza) ou du dédouanement, une traduction certifiée conforme du contrat et du certificat d'immatriculation étranger du véhicule, ainsi qu'un certificat de contrôle technique valable en Pologne



Voiture

Immatriculer le véhicule

Couts

Ordre de grandeur 2026. Le ministère a annoncé une augmentation d'environ 15 %. Prière de vous renseigner auprès du bureau pour connaître le tarif en vigueur.

À compter de juin 2026, il ne sera plus nécessaire de procéder à une nouvelle immatriculation pour conserver ses plaques d'immatriculation existantes ; une simple déclaration de leur état suffira.

Poste	Montant
Immatriculation avec conservation des plaques existantes	à partir d'environ 66,50 zł
Immatriculation avec nouvelles plaques	environ 160 zł
Taxe PCC (achat entre particuliers)	2 % de la valeur
Procuration donnée à un mandataire	17 zł

L'assurance obligatoire (OC)

L'assurance OC est obligatoire pour tous les véhicules immatriculés en Pologne, même s'ils ne sont pas utilisés. Les garanties AC (dommages, vol) et NNW (passagers) restent facultatives.

Deux options s'offrent à vous :

- le conserver jusqu'à son expiration, puis souscrire un nouveau contrat au plus tard à la date d'expiration ;
- le résilier à tout moment par écrit et souscrire immédiatement un nouveau contrat ailleurs ; le vendeur sera remboursé de la partie non utilisée.

Lors de l'achat

Le contrat d'assurance du vendeur est transféré à l'acheteur et reste valable jusqu'à son expiration, mais il ne se renouvelle pas automatiquement pour le nouveau propriétaire.

L'assureur se réserve le droit de recalculer la prime après le changement de propriétaire. Informez l'assureur de l'achat dès que possible.

Voiture

Sanctions, le risque financier le plus lourd

Le Fonds de garantie (UFG) détecte automatiquement toute interruption de couverture, sans qu'il soit nécessaire de procéder à des contrôles routiers. Pour une voiture particulière en 2026 : 1 920 zł pour 1 à 3 jours sans assurance, 4 810 zł pour 4 à 14 jours et 9 610 zł pour plus de 14 jours.



Un seul jour sans couverture suffit à déclencher l'application de la sanction. En cas d'accident sans assurance, l'UFG indemnise la victime puis réclame le remboursement intégral au conducteur.

Où souscrire

Les sites de comparaison en ligne (mubi.pl, rankomat.pl, punkta.pl), les sites web des compagnies d'assurance (PZU, Warta, Link4, Allianz) ou un agent local.

Comptez entre 800 et 2 500 zł par an, en fonction de votre âge, de votre lieu de résidence et de votre historique de conduite. Un conducteur qui vient de s'installer en Pologne et qui n'a pas d'historique de conduite polonais paie généralement plus cher, donc il faudrait demander si votre historique de conduite étranger peut être pris en compte ; certains assureurs l'acceptent sur présentation de pièces justificatives.

Création d'entreprise

Conditions pour créer l'entreprise

Pour les étrangers non européens ou non ressortissants des pays affilies a l'UE, il est important :

- d'avoir un Passeport et titre de séjour valides
- s'assurer que la décision de son titre de séjour donne droit d'exercer une activité économique
- posséder un PESEL et avoir une adresse en Pologne.



Les différentes formes juridiques des entreprises

Le choix de la forme juridique de son entreprise, dépend du niveau de risque, du chiffre d'affaires prévu, du nombre d'associés et du type de fiscalité souhaitée.

Entreprise individuelle (Jednoosobowa Działalność Gospodarcza / JDG) est une entreprise généralement adaptée à une personne qui souhaite exercer seule une activité.

Elle est relativement très simple dans sa création, nécessite des couts de fonctionnement généralement plus faibles (pas de capital social minimum), mais rend le patrimoine personnel de l'entrepreneur et celui de son conjoint (en fonction de leur régime matrimonial) plus exposés en cas de dettes professionnelles.

Pour crée ce type d'entreprise, l'entrepreneur a uniquement besoin d'une immatriculation auprès du registre des entrepreneurs (CEIDG Centralna Ewidencja i Informacja o Działalności Gospodarczej).

Société à Responsabilité Limitée (Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością/ Sp. z o.o.) est la forme d'entreprise la plus répandue en Pologne. Certainement dû aux quelques avantages qu'elle présente.

Notamment : Le montant du capital social qui est fixé librement par les associés et la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports. Elle n'engage aucunement, le patrimoine personnel des associés et de leurs conjoints.

Par ailleurs, Le capital social minimal est de 5.000 PLN, avec un taux d'imposition fiscal élevé à 19%.

ceidg.gov.pl
biznes.gov.pl

GuidePratique

Conditions pour embaucher en Pologne

Pour embaucher un salarié en Pologne, l'employeur doit prévoir un **contrat conforme au droit polonais**, respecter le **salaire minimum**, déclarer le salarié auprès de **ZUS** et respecter les règles sur le **temps de travail**, les **congés** et la **sécurité**.

Pour un étranger, il faut également vérifier son **droit de travailler en Pologne**.



zus.pl
praca.gov.pl
gov.pl

Obtention passeport congolais

Enrôlement en France, documents nécessaires

Ce qu'il faut retenir : Les ressortissants congolais résidant en Pologne relèvent de la juridiction de l'Ambassade de la République du Congo en Allemagne, située à Berlin.
La Pologne figure officiellement parmi les pays relevant de sa compétence, avec la Roumanie, l'Autriche, la Bulgarie, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie

Au moment de la mise à jour de ce guide, l'Ambassade du Congo en Allemagne indique que ses services de délivrance des passeports ne sont pas assurés. Elle invite officiellement les demandeurs à contacter l'Ambassade du Congo en France

Ambacongo.de/passports/

Cela signifie que :

- Berlin reste l'ambassade compétente pour les Congolais résidant en Pologne
- Mais l'enrôlement biométrique du passeport n'est actuellement pas effectué à Berlin
- Les demandeurs résidant en Pologne sont orientés vers le centre d'enrôlement de l'Ambassade du Congo à Paris
- Les informations concernant l'enrôlement doivent donc être vérifiées auprès de l'Ambassade du Congo en France avant

passports

La demande doit être initiée sur la plateforme consulaire officielle de l'Ambassade du Congo en France : Créer ou accéder à son compte sur GIRAFE

Girafe

À l'issue de l'enrôlement, le demandeur doit recevoir un récépissé.
Ce document doit être conservé avec soin, car il permet notamment de:

- prouver que l'enrôlement a été effectué
- retrouver les références de la demande
- retirer le passeport lorsqu'il est disponible.

Il est conseillé de :

- Photographier ou scanner le récépissé et conserver l'original
- Vérifier immédiatement les informations qui y figurent, car ce sont les mêmes informations qui se trouveront dans le Passport
- Conserver le numéro de dossier

Comment vérifier la disponibilité de votre passeport ?
Avant de vous déplacer à Paris, consultez la plateforme officielle de l'Ambassade du Congo en France.
Recherchez votre passeport avec votre nom, votre prénom ou votre numéro de dossier.
Si sa disponibilité est confirmée, présentez-vous à l'ambassade avec le récépissé reçu lors de l'enrôlement.

vérifier la disponibilité

GuidePratique

Le Certificat d'identité de voyage — CIV

Il s'agit d'un document consulaire pouvant être établi dans certaines situations urgentes, notamment lorsqu'un ressortissant congolais ne dispose plus d'un passeport valable et doit retourner au Congo

Vous trouverez ci-dessous un document PDF intitulé « Clarification sur le CIV », préparé par le Bureau de l'ACP :

Clarification sur le CIV

Il est également important de préciser que le CIV ne remplace en aucun cas un passeport. Comme son nom l'indique, il s'agit d'un document permettant de justifier votre identité lors d'un déplacement. Il sert essentiellement de laissez-passer aux frontières aéroportuaires lors d'un retour au Congo afin de renouveler son passeport, notamment en cas d'expiration ou de perte de celui-ci.

les coordonnées bancaires nécessaires au paiement

Vous trouverez ci-dessous le lien vers le document PDF contenant les coordonnées bancaires nécessaires au paiement

Comme les informations bancaires peuvent changer a tout moment, il faudra tout simplement se diriger vers le site web de l'ambassade. Voir Numero de tel pour toute information complementaire.

Par ailleurs, veuillez garder à l'esprit que le CIV n'est valable que pour une durée de 6 mois, renouvelable.

Documents indiqués pour une demande de CIV

Selon la base de travail transmise à l'ACP, la demande nécessite :

- Deux photos d'identité ;
- Une copie de l'acte de naissance ou du passeport ;
- Le paiement de 60 € directement sur le compte officiel de l'ambassade



Associations spécialisées migrants / réfugiés

Association	Ville	Contact et aide
Centrum Pomocy Prawnej im. Haliny Nieć	Kraków	porady@pomocprawna.org · +48 12 633 72 23 ·
Helsińska Fundacja Praw Człowieka	Warszawa	refugees@hfhr.org.pl · +48 22 556 44 66 · hfhr.pl —
Fundacja Ocalenie	Warszawa	cpc@cpc.org.pl · +48 22 828 04 50 · ocalenie.org.pl —
Stowarzyszenie Interwencji Prawnej	Warszawa	biuro@interwencjaprawna.pl · +48 22 621 51 65 · ligne
Ośrodek Migranta Fu Shenfu	Warszawa	osrodek@migrant.pl · +48 22 610 02 52 · migrant.pl —
Polskie Forum Migracyjne	Warszawa	info@forummigracyjne.org · +48 22 110 00 85 ·
Fundacja MultiOcalenie	Warszawa, Krynki	info@multiocalenie.org.pl · +48 22 635 08 98 ·
Instytut na rzecz Państwa Prawa	Lublin	+48 81 743 68 05 · panstwoprawa.org —
CWII (Centre de soutien aux immigrés)	Gdańsk	cwii.org.pl — conseil sur le séjour, soutien
NOMADA	Wrocław	counselling@nomada.info.pl · +48 71 307 03 37 (lun. et
Fondation pour les migrants(Fundacja dla	Pologne	fds.org.pl — soutien aux personnes d'origine
Caritas (centres migrants)	Białystok, Lublin, etc.	caritas.pl · Białystok +48 85 732 55 53 · Lublin +48 81
Cliniques juridiques universitaires	Kraków, Warszawa, Lublin	UJ +48 12 430 19 97 · UW +48 22 552 08 11 · KUL +48

Médiateur des droits civiques (RPO) 800 676 676, bip.brpo.gov.pl (discrimination) ; Inspection du travail (PIP), pip.gov.pl (salaires impayés). Questions de séjour : Urząd do Spraw Cudzoziemców (UdSC), distinct de l'aide juridique. Liste officielle : UdSC.



NUMÉROS D'URGENCE
EN POLOGNE

DES NUMÉROS ESSENTIELS QUI PEUVENT SAUVER DES VIES

NUMÉRO D'URGENCE EUROPÉEN
112
À appeler en cas de danger grave, d'accident, de maladie soudaine, de crime ou de toute autre situation d'urgence.

POLICE
997
À appeler en cas de délit, d'agression, de vol, de violence, ou pour faire intervenir la police.

AMBULANCE
999
À appeler en cas d'urgence médicale, de malaise, d'accident ou de problème de santé grave.

POMPIERS
998
À appeler en cas d'incendie, de fuite de gaz, d'explosion, de danger naturel ou pour toute situation nécessitant l'intervention des pompiers.



En Pologne, connaître les bons numéros peut sauver une vie.



Que vous soyez chez vous, sur la route ou en déplacement, **gardez ces contacts d'urgence à portée de main.**





AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO EN ALLEMAGNE

+49 30 123 785 46 /
+49 15 201 845

CONTACT@AMBACONGO.DE
botschaftkongobzv@hotmail.de

WALLSTRASSE 69,
10179 BERLIN



RÉPUBLIQUE DU CONGO
UNITÉ TRAVAIL PROGRÈS

VIVRE LOIN DE CHEZ SOI, C'EST AUSSI SAVOIR QUI APPELER EN CAS DE PROBLÈME. VOICI LES **NUMÉROS ESSENTIELS :** AMBASSADE, CONSULAT ET ASSOCIATION DES CONGOLAIS EN POLOGNE. ENREGISTREZ-LES ET PARTAGEZ LES À VOS PROCHES.

CONSULAT DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

+48 665 241 608
(Mr. Robert Enzanza)

consulat.congobzv.varsovie@gmail.com

ENSEMBLE, PLUS FORT
ENSEMBLE PLUS LOIN.



ASSOCIATION DES CONGOLAIS EN POLOGNE

+48 603 666 079

Associationdescongolaisp@gmail.com

ASSOCIATION DES CONGOLAIS EN POLOGNE

ASSOCIATION_CONGOLAIS__POLOGNE

ASSOCIATION DES CONGOLAIS EN POLOGNE

Nous contacter

729243048

associationdescongolaisp@gmail.com

94-101 Łódź

